



**Communiqué de presse de monsieur Jean-Pierre Audy,
député
conseiller municipal de Meymac.**

10 janvier 2006

Jean-Pierre Audy, plaide pour un renforcement du rôle des territoires comme dynamique européenne, devant l'assemblée des conseils économiques et sociaux régionaux (CESR) de France.

Le 10 janvier 2006 avait lieu à Bruxelles l'assemblée des conseils économiques et sociaux régionaux de France, en présence de Jean-Pierre Audy, député européen élu de la circonscription Auvergne-Centre-Limousin, Michel Delagrèdanne, président du CESR du Limousin et président de la commission des questions européennes de l'assemblée des conseils économiques et sociaux régionaux de France, Michel Doly, président du CESR d'Auvergne, et Olivier Bertrand, président de la Commission "développement durable" au comité des régions auprès de l'union européenne et maire de St Silvain-Bellegarde.

Lors de cette réunion qui avait pour thème « Quelle politique régionale après 2006 ? » les différents intervenants et participants se sont entretenus de l'avenir du Massif central.

Tous ont souligné l'importance du nouveau plan massif central, qui a été adopté à un très large consensus dans le cadre du comité de massif, et qui devrait permettre d'insuffler une véritable dynamique de croissance, de prospérité et de reconnaissance pour ce territoire.

Au cours des débats, la question de l'avenir des fonds structurels européens, intimement liée à celle des perspectives budgétaires 2007-2013, a été très largement abordée tant au niveau de la PAC que de la future politique régionale de l'union européenne.

Jean-Pierre Audy a soutenu l'importance du rôle des conseillers des CESR dans la réconciliation entre les citoyens français et l'Union européenne, et les a exhortés à être un des moteurs de cette réconciliation, en insistant sur la place des territoires dans cette perspective.

Il s'est dit convaincu de la nécessité d'une mobilisation générale de l'ensemble des forces européennes françaises, politiques, mais aussi issues de la société civile notamment économiques et sociales, afin de relancer la dynamique européenne. Une offre de coopération plus étroite et systématique a été faite aux membres des CESR, dans une "logique de connexion europe-régions", selon les mots du député européen.